Evaluation de la Convention Territoriale de Lyon 2015-2020

Bilan et enseignements des travaux évaluatifs sur le volet emploi/développement économique (2016-2018)

Focale « clauses sociales »
Synthèse des autres travaux
Juillet 2019





Sommaire

Cadre évaluatif et méthodologique

Changer le regard des entreprises sur les publics en insertion

Analyse des impacts et de la perception du dispositif des clauses sociales par les entreprises sur le territoire de Lyon

Déployer une offre de services territorialisée adaptée aux besoins des publics en difficulté

Synthèse des autres travaux (2016-2018)

Les perspectives...

CONSULTANTS

Cadre évaluatif et méthodologique



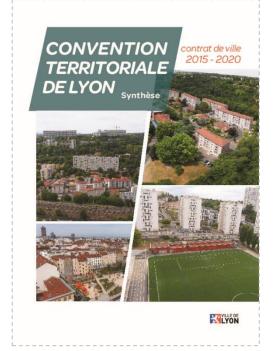
CONSULTANTS

Le développement économique et emploi, un des trois piliers de la convention territoriale de Lyon

La Convention Territoriale de Lyon se structure autour de **3 piliers**, comprend **3 axes transversaux**, et précise une gouvernance renforçant l'association des habitants à sa mise en œuvre, et confortant les principes d'ingénierie et d'évaluation déjà présents lors des contrats précédents.

Les 3 piliers sont :

- Le pilier développement économique et emploi
- Le pilier cohésion sociale, comprenant les volets Education, Petite Enfance, Culture, Santé, Sécurité et prévention de la délinquance, et Sport
- Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain, avec les volets Habitat et rénovation urbaine, et Gestion sociale et urbaine de proximité



Trois axes transversaux irriguent l'ensemble des volets thématiques afin de garantir une prise en compte renforcée des enjeux qu'ils portent :

- le développement social local,
- la jeunesse,
- l'égalité femmes/hommes et la prévention des discriminations.

La CTL 2015-2020 se décline sur chaque territoire sous la forme d'un programme d'action et d'attendus, élaboré en concertation avec les habitants, et formalisé dans un Projet de Territoire.



Le cadre évaluatif de la convention territoriale

Ces processus d'évaluation-pilotage sont systématiquement partenariaux :

- Associant les acteurs institutionnels partenaires de la CTL et les services municipaux concernés
- Les processus, tout autant que les notes évaluatives finales contribuent à l'adaptation en continu de l'action publique territorialisée en vue de la réduction des inégalités territoriales

Cet historique a pour conséquence un socle évaluatif solide :

- La plupart des volets thématiques disposent d'un référentiel d'évaluation actualisé, assorti d'un socle d'indicateurs.
- Les dispositifs d'observation territoriale développés dans le même temps, notamment <u>www.vlko.org</u>, mais également les enquêtes type Enquêtes Ecoute Habitants (EEH), permettent un net renforcement de l'objectivation dans ces processus.

Au-delà du socle établi (référentiel, indicateurs), la ville de Lyon a souhaité **renforcer**, dès le démarrage de la mise en œuvre du contrat de ville, **la dimension d'aide au pilotage de l'évaluation**, à travers notamment:

- L'animation de groupes évaluatifs territorialisés et thématiques, pour partager les résultats des observations et évaluations avec les acteurs.
- L'analyse en Data Visualisation d'une population donnée, pour comprendre les phénomène à l'œuvre.
- La conduite de zooms évaluatifs de projets et/ou dispositifs, pour mesurer les impacts et faciliter la prise de décision.

Développement économique et emploi Bilan des activités conduites sur la période 2016-2018







Zooms évaluatifs

Appui au pilotage

Animation

- Evaluation des antennes de la MDFF
- Evaluation des cyberbases
- Evaluation des dating emploi
- Etude d'impacts de la Mission Insertion Culture et de Perspective Emploi (synthèses)
- Etude de l'utilité sociale de l'insertion (pilotage par ALLIES)
- Enquête sur les clauses d'insertion

- Elaboration du référentiel d'évaluation du pilier emploi / Développement économique
- Analyse dynamique des parcours PLIE et Mission Locale
- Conception de l'outil de pilotage dynamique du PLIE et de la Mission Locale (Tableau)

- Animation des groupes de travail :
 - ✓ Intervention territoriale pour l'emploi »
 - ✓ Actions envers les entreprises »
 - Développement économique des quartiers
- Lancement et animation du comité technique d'évaluation « emploi-insertion et développement économique de la CT de Lyon

- Référentiels
- Rapports d'évaluation
- Annexes brutes (enquêtes)



- Tableaux de visualisation dynamique
- Comptes-rendus de groupes de travail
- Bilan annuel



Des groupes de travail évaluatifs aux finalités complémentaires

- Groupe de travail évaluatif sur « l'intervention territoriale pour l'emploi »
 - Evaluer la plus-value des actions engagées par rapport aux besoins des publics des quartiers
 : offre des antennes de proximité, garantie jeunes...
- Groupe de travail évaluatif sur « les actions envers les entreprises »
 - Evaluer l'impact des actions envers les entreprises (chartes, clauses, recrutements) sur les quartiers prioritaires.
- Groupe de travail évaluatif sur « le développement économique des quartiers »
 - Evaluer le développement économique en termes d'impacts sur la diversification urbaine et sur les habitants (emploi local, économie de proximité…)

Compositions : représentants de l'Etat (DIRECCTE), du PLIE, de la Mission Locale, des antennes MLPE, de Pôle Emploi, facilitateurs clauses sociales, développeurs économiques, Chargé de liaison entreprises emplois...

Les groupes ont été mutuellement informés des propositions faites dans les autres groupes et des principaux résultats obtenus dans leurs cadres respectifs.

Un système « d'aller-retour » a été assuré entre les groupes et le travail technique assuré par la mission d'évaluation entre les séances (analyses de faisabilité, choix des modalités...)

Pistes de travail identifiées par les groupes thématiques : illustrations

Les groupes de travail ont permis d'identifier différentes pistes évaluatives dont la faisabilité a été analysée par l'équipe d'évaluation en vue d'en dégager une sélection.

Registre	Sujet clef	Raisons / hypothèses	Méthode
Evaluation	Evaluation d'actions structurantes (ex : ADIE) et analyse du degré de pénétration des actions de DC dans les quartiers prioritaires	Les bénéficiaires issus des QPV sont peu pris en compte par certaines actions	Géolocalisation des bénéficiaires et analyse dynamique (quanti)
Observation	Analyse de la place des entreprises dans les quartiers QPV	Les entreprises fuieraient les QPV	Exploitation fichier SIRENE (quanti)
Evaluation	Evaluation des impacts des Cyberbases	Dynamisation des parcours, réduction de la fracture numérique	Enquête mail utilisateurs lors du recours à la cyber-base (quanti)
Evaluation	Evaluation de certaines expérimentations / Innovations (ex : méthode IOD, Garantie Jeunes,)	Effet des modalités d'accompagnement spécifiques sur les parcours, les sorties positives	Profilages bénéficiaires (quali) Enquête bénéficiaires (quanti)
Observation	Evaluation de l'effet de la charte des 1000 entreprises pour l'insertion	Evaluation de l'effet sur les stratégies RSE des entreprises et sur leurs pratiques de recrutement	Enquête entreprises (quali et/ou quanti)
Observation	Evaluation de la place des habitants des QPV dans les clauses	Evaluation de l'effet différentié des clauses sur les habitants QPV / hors QPV	Géolocalisation données internes (quanti)
Prospective	Description des tendances « lourdes » sur les quartiers anciens et analyse des ruptures possibles	Quelle place des commerces et des entreprises dans les centres anciens ? Quelle place de l'ESS dans ces quartiers ?	Exploitation fichier SIRENE Mise à plat des variables internes (celles sur lesquelles on peut agir) et les tendance lourdes (quanti)

Enjeux évaluatifs

L'analyse transversale des pistes relevées a permis de dégager les enjeux évaluatifs suivants.

Quel(s) impact(s)/ quelle plus-value pour l'offre de services territorialisée ?

- Quelle couverture territoriale des publics en difficulté ?
- Répartition territoriale des publics accompagnés par le PLIE ou la Mission Locale (cartographies interactives)
- Antennes de proximité MLPE
- Les Cyber-bases
 - Quels accès à l'emploi ou la formation et pour quels publics ?
- Analyse des parcours des publics accompagnés par le PLIE ou la Mission Locale (datavisualisation)

Quel(s) impact(s) sur le regard et les actions des entreprises ?

- Analyse des impacts et de la perception du dispositif des clauses sociales par les entreprises sur le territoire de Lyon (enquête)
- Les 1000 pour l'emploi et l'insertion (cartographie interactive)

Travaux d'évaluation emploi-insertion-développement économique (contrat de ville) Déroulé synthétique

3 groupes de travail thématiques

« intervention territoriale pour l'emploi » / « actions envers les entreprises » / « développement économique des quartiers

»

- Sélection de sujets à évaluer parmi ceux identifiés par les trois groupes
- Projet de référentiel évaluatif
- Points avec le nouveau responsable du service entreprises de la MLPE (dont carte des 1000 pour l'emploi)
 - Pré-analyse d'une base de données « clauses sociales »
- Groupes de travail séance n°2 (septembre-octobre 2017)
- Approche transversale des sujets identifiés par les trois groupes
- Identification d'enjeux évaluatifs et d'approches méthodologiques pour chaque sujet

- Groupes de travail séance n°1 (juin 2017)
- Lancement des travaux : rappel des travaux précédents (y compris hors contrat de ville), présentation de la démarche, références méthodologiques, identification de pistes d'investigations
 - Synthèse des pistes d'investigation pour chaque GT
 - Synthèse transversale aux 3 groupes

• Travaux 2018

- Mise en place d'un comité technique
- Finalisation des travaux, dont une enquête « clause sociales » sur le point de vue des entreprises
- Echanges au sein des groupes de travail, présentation des résultats

Perspectives (2019 et s.):

Restitution/diffusion des travaux (directions, équipes, partenaires...)

Actualisation et exploitation d'outils interactifs de visualisation de données comme outils de pilotage

Déroulement des travaux et synthèse : approche méthodologique

Les travaux d'évaluation ont porté sur les impacts des actions menées localement vers les Lyonnais mais également sur ceux des actions menées en direction des entreprises.

Une enquête a notamment été menée sur « l'analyse des impacts et de la perception du dispositif des clauses sociales par les entreprises sur le territoire de Lyon ». Les enquêtes menées sur le sujet en France sont habituellement orientées vers les publics et celles impliquant les entreprises sont très rares.

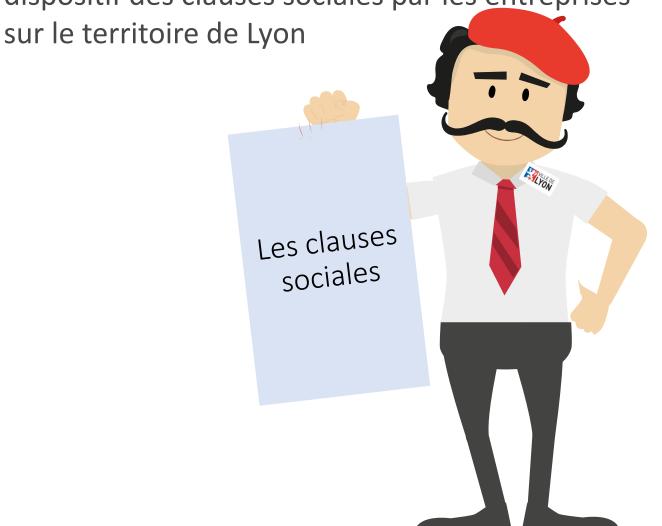
Ce type de travaux étant rare et innovant dans son angle d'approche, il a été décidé de mettre particulièrement en lumière dans ce document de synthèse cette enquête.

Des outils numériques permettant de visualiser de façon interactive des données ont été exploités en animation de groupe afin de rendre ces données facilement accessibles aux partenaires concernés (outils disponibles notamment via des liens internet) mais aussi de fournir des outils susceptibles de contribuer au pilotage des actions emploinsertion-développement économique.

CONSULTANTS

Changer le regard des entreprises sur les publics en insertion

Analyse des impacts et de la perception du dispositif des clauses sociales par les entreprises



L'enquête sur les clauses sociales: les effets du côté des entreprises – Eléments de méthodes

Cible	Les 167 entreprises attributaires des marchés avec clauses sociales en 2017, pour lesquelles un contact est identifié	
Base de l'enquête	A partir des croisements de questionnements Ville de Lyon / Pluricité	
Echantillon	Toutes les entreprises attributaires des marchés publics avec clauses sociales de 2017, exhaustivité recherchée	
Mode de passation	En ligne	
Mode de diffusion	Emailing par la Ville de Lyon	
Dates	Du 15/06/2018 au 11/09/2018 (8 relances réalisées)	
Logos courriels et formulaire	Ville de Lyon et MLPE	
Anonymat	La confidentialité et l'anonymat des réponses sont garantis à toutes les étapes. Le seul traitement est statistique.	

71 questionnaires remplis

55 entreprises répondantes

33% de taux de pénétration de l'enquête

L'enquête sur les clauses sociales: les effets du côté des entreprises – Eléments de méthodes

https://cvip.sphinxonline.net/SurveyServer/s/SYNOPTIC/clauses_socia_ les/questionnaire.htm





Evaluation des clauses sociales initiées par la Ville de Lyon Questionnaire entreprises





La mise en œuvre des clauses sociales dans votre entreprise

Concernant vos 2 ou 3 dernières expériences, comment s'est passé :

Vous pouvez préciser votre réponse Difficile Facile Neutre L'identification d'un interlocuteur unique de la MDEF/MLPE sur la clause sociale La présentation de la procédure globale de mise en œuvre de la clause sociale La présentation de la palette des modalités de mise en œuvre de la clause sociale La procédure de recrutement de salariés pour la clause sociale Le travail réalisé par le(s) salarié(s) recruté(s) pour réaliser la clause sociale Le suivi de la mission du salarié lié à la clause par le prestataire (si prestation externe) ou le partenaire qui vous a proposé le(s) candidat (s) Le suivi de la mise en œuvre de la clause par le facilitateur de la Les outils de suivi de la clause (tableau...) à remplir par votre Le coût de la clause sociale pour votre entreprise

L'enquête sur les clauses sociales: les effets du côté des entreprises



Le taux de satisfaction général de la mise en œuvre des clauses sociales (et 88% sur l'accompagnement et le suivi de la réalisation de la clause)

La proportion des entreprises qui déclarent que la clause sociale les a conduit à recruter par la suite un/des salariés ayant le profil des salariés recrutés dans le cadre de la clause

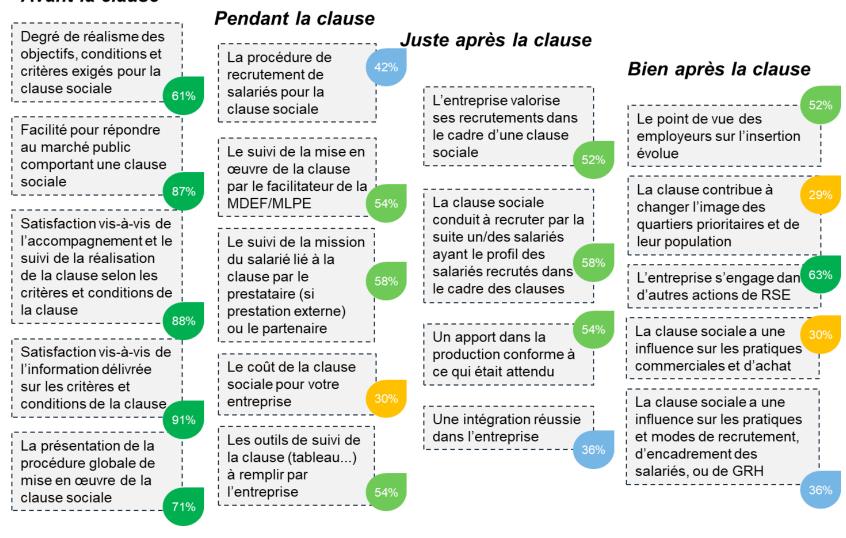
Des entreprises ont changé leur point de vue sur l'insertion en œuvre une ou plusieurs clauses sociales

La proportion des entreprises qui déclarent que la clause depuis qu'elles ont mis a eu une influence sur leurs pratiques et modes de recrutement. d'encadrement des salariés, ou de GRH

La proportion des entreprises qui déclarent que l'image des quartiers prioritaires et de leur population a évolué depuis qu'ils ont mis en œuvre une ou plusieurs clauses sociales

En un coup d'œil, les résultats de l'enquête

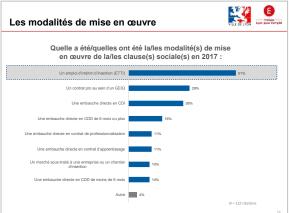
Avant la clause

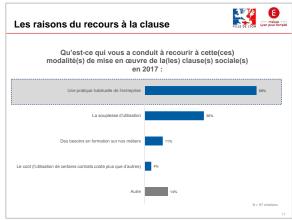


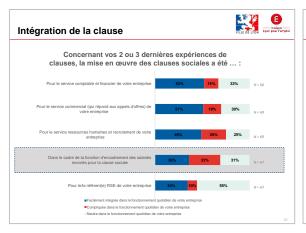


Le rapport en un coup d'œil







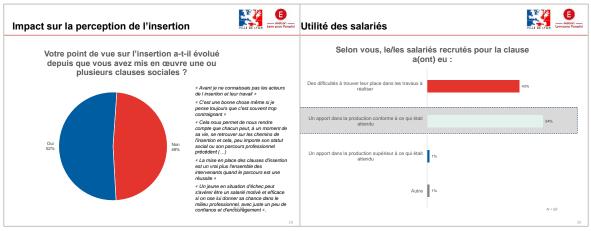


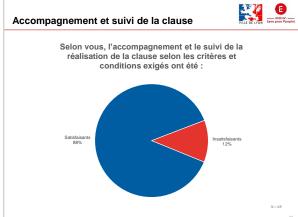


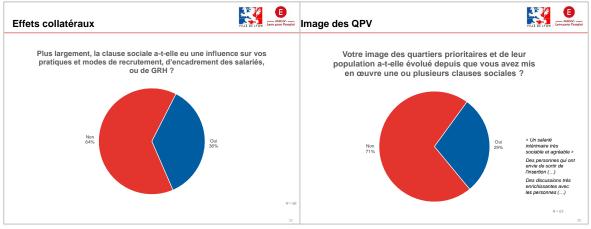


Le rapport en un coup d'œil









En conclusions et résumé



- Des procédures de mise en œuvre plébiscitées
- Une clause intégrée au processus, des objectifs et critères jugés réalistes, une satisfaction unanime
- Un interlocuteur unique de la MDEF/MLPE sur la clause sociale, source de satisfaction
- Une intégration parfois compliquée, notamment côté encadrement intermédiaire (décalage entre ceux qui répondent aux AO, et ceux qui « font »)
- Des réussites multiples, sources de fierté
- Assez peu de communication / valorisation interne/externe des entreprises
- Des effets significatifs sur l'engagement dans une démarche de RSE, sur la perception du monde de l'insertion, sur le recrutement de « personnes aux profils clauses », moins perceptibles sur l'image des quartiers
- Des améliorations souhaitées sur la recherche de profils, l'évaluation des volumes et des engagements d'insertion et l'accompagnement de l'entreprise dans la réalisation de son engagement d'insertion

Déployer une offre de services

territorialisée adaptée aux besoins des

publics en difficulté

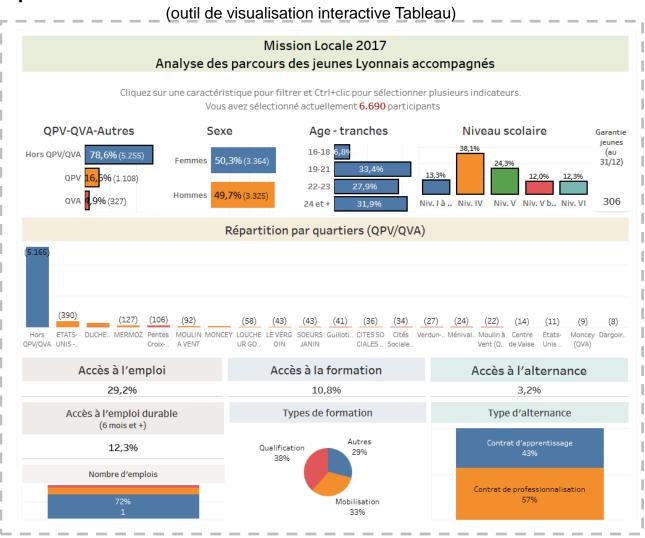


Synthèse des autres travaux (2016-2018)

Réduire les inégalités territoriales d'accès à l'emploi ou la formation

Analyse des parcours des bénéficiaires de la Mission Locale en 2017

Les outils de visualisation interactive de données (data visualisation) ont été exploités pour analyser des parcours en insertion et semblent également appropriés pour un pilotage et un suivi souples des actions.



La dataviz de la Mission Locale interprétée, un éclairage pour le pilotage des actions



https://public.tableau.com/profile/ddt.vlko#!/vizhome/ML Lyon Liste Tableau ano anne en cours/Tableaudebord1?publish=yes



- Un public masculin plus présent (55 % contre 48 % hors QPV/QVA)
- Un niveau de formation plus faible que les publics hors QPV/QVA...
- Mais un taux d'accès plus élevé à l'emploi (32,5 % contre 28,3 % hors QPV/QVA), y compris l'emploi durable (14,5 % contre 12 %)...
- Et un taux d'accès à la formation plus élevé (13 % environ contre 10,5 % environ hors QPV/QVA)
- 70% des jeunes lyonnais accompagnés ayant un niveau de qualification I à III sont des femmes contre 43% pour les jeunes lyonnaises de niveau VI.
- 28% des jeunes lyonnais accompagnés ayant un niveau de qualification I à III accèdent à l'emploi contre 21% de ceux de niveau VI.
- Parmi les jeunes lyonnais accompagnés ayant un niveau de qualification I à III qui accèdent à l'emploi, 12% obtiennent un emploi durable contre 7% de niveau VI.

La dataviz du PLIE interprétée, des outils souples de suivi et d'analyse renforcés

https://public.tableau.com/profile/synoptic6914#!/vizhome/Parcoursdupublic PLIEen2017-analyseQPVQVA/PublicparticipantsPLIE2017?publish=yes



En 2017, 39% des sorties pour les publics en QPV sont positives contre 46% des sorties pour les participants hors QPV/QVA (et 46 % en QVA).

- Le CDI à temps partiel est la principale catégorie de sortie positive pour les publics en QPV (32 % contre 20 % hors QPV/QVA)
- Le CDI à temps plein est la principale sortie positive pour les publics hors QPV/QVA (29 %), il est en 5^e rang pour les participants en QPV (9 %)
- Publics en QVA: une légère prépondérance des CDD > 6 mois à temps plein (28 % contre 25 % pour le CDI à temps plein)

Pour les participants de niveau de qualification Vbis et VI avec sortie positive :

- Durée moyenne d'accompagnement 918 jours
- contre 763 jours pour ceux à qualification élevé
- et 830 jours pour l'ensemble des participants avec sortie positive.

Parmi les 50 ans et plus :

- En QPV/QVA obtiennent 31 % de sorties positives => 31% sur un CDD à temps plein inférieur à 6 mois et 23% sur un CDI à temps plein
- Hors QPV/QVA, 46 % de sorties positives => 15% sur un CDD à temps plein inférieur à 6 mois et 48% sur un CDI à temps plein.

Chez les moins de 26 ans :

- 61% sont des hommes, 39% des femmes
- pour 52% de femmes et 48% d'hommes pour l'ensemble des participants

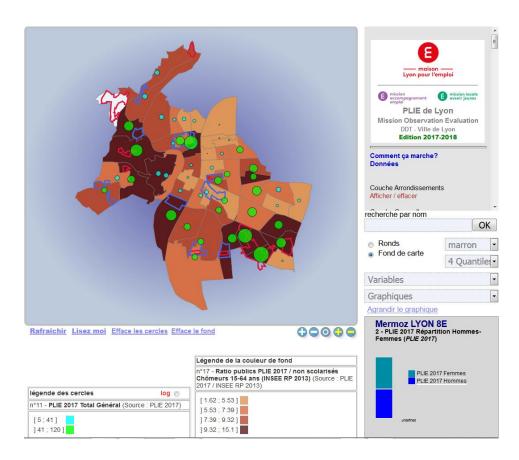
Couvrir les territoires concentrant les publics en difficulté

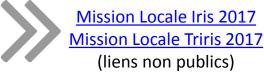
Cartographies interactives (Pagecarto) Mission Locale / PLIE

→ La Mission Locale obtient un taux de couverture élevé des jeunes non scolarisés et des jeunes en situation précaire* dans les QPV/QVA.

*non scolarisés, sans emploi stable (CDI, fonction publique ou indépendant employeur)

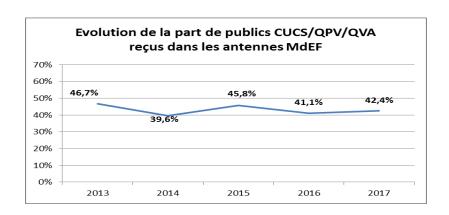
→ En 2017, le PLIE atteint un fort taux de couverture des chômeurs* dans les QPV/QVA où se concentrent les difficultés...

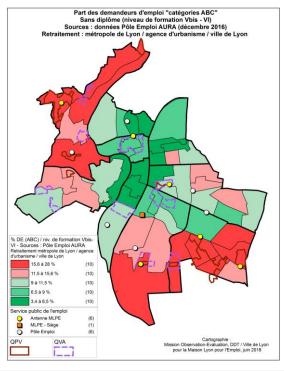




Offrir des services de proximité en adéquation avec les besoins des publics en difficulté Impact des antennes de proximité MLPE

- 12 374 personnes accueillies en 2017 (contre 9 627 en 2016), soit 51 305 visiteurs
- Plus de 40 % de publics issus des QPV/QVA





- Une forte implantation dans des territoires où la part de demandeurs d'emploi sans diplômes est élevée
- Une mutualisation des services de la MdEF de Lyon et de la Mission Locale de Lyon
- Une offre de services développée par une équipe composée de personnels de Pôle emploi, ALLIES, la Mission Locale, la Ville de Lyon et des acteurs associatifs.
- Une adaptation constante de l'offre de services territorialisée aux besoins des publics en difficulté (ex: lutte contre la fracture numérique avec les Cyber-bases emploi. Trois des sites Cyber-bases sont situés dans des quartiers prioritaires. 45 % de leurs usagers habitent en QPV ou QVA et 6 sur 10 ont un niveau de formation CAP/BEP ou infra)

Adapter l'offre de services afin de favoriser l'autonomie et l'employabilité des publics

Impact des Cyber-bases

- En sept ans, près de 10 000 personnes se sont inscrites sur une des quatre Cyberbases Emploi.
- En sept ans, on compte près de 66 500 utilisations des services des sites de la Cyberbase Emploi.
- Le nombre de visites est à peu près constant chaque année depuis 2013 (autour de 9000 contre 6500 visites en 2009).
- Chaque mois, environ 450 personnes utilisent la Cyber-base Emploi et génèrent plus de 800 visites dont près de 200 se font en ateliers.
- Trois des sites Cyber-bases sont situés dans des quartiers prioritaires. Sur ces trois sites, 45% des usagers habitent en quartiers QPV ou QVA. 6 utilisateurs sur 10 ont un niveau de formation CAP/BEP ou infra.

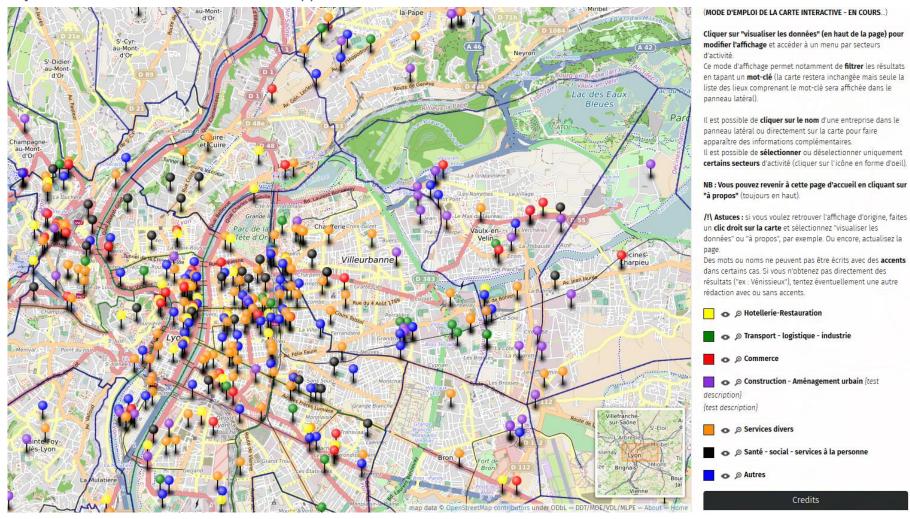
Tous les usagers interrogés (plus d'une dizaine) sont très enthousiastes et sont très attachés à ce service. L'implication et l'écoute des animateurs/trices sont des facteurs essentiels à la présence des usagers : ils se sentent soutenus et une relation privilégiée se crée, ce qui semble favoriser la régularité de leur présence.

On constate une montée en compétences des publics et un double effet sur à la fois sur la dynamique de recherche d'emploi et sur l'employabilité numérique des usagers.

Mobiliser les entreprises du territoire pour l'emploi et l'insertion

Les 1000 pour l'emploi et l'insertion (carte interactive UMAP)

A ce stade, la carte interactive a permis de visualiser en fonction des informations reçues la répartition géographique des signataires de la charte, leur secteurs d'activité... La cartographie des engagements pris et remplis demeure toutefois un objectif souhaitable dans le cadre d'une approche évaluative.





En synthèse...

Une offre de services territorialisée qui permet de couvrir favorablement le public cible (antennes de proximité) notamment en termes d'accompagnement vers l'emploi et la formation (PLIE, Mission Locale) en adéquation avec les besoins de ce public (ex : cyberbases).

Une offre territorialisée qui s'accompagne d'une action soutenue envers les entreprises afin qu'elle prennent des engagements en termes de responsabilité sociale avec un point de vue sur l'insertion et les quartiers qui évolue favorablement (résultats positifs pour les clauses sociales et hypothèse à confirmer pour la charte des 1000 pour l'emploi et l'insertion)





Les périmètres envisagés

Pilotage

 Mise en œuvre d'outils évaluatifs comme outils de pilotage (ex : Tableau/PageCarto Mission Locale) avec accompagnement formatif

Valorisation

 Valorisation des travaux/ communication (ex : clauses sociales (acheteurs publics, facilitateurs et entreprises).

Approfondissements

- Travaux sur des sujets recensés en 2018, non traités à ce jour: diagnostic des acteurs économiques dans les QPV/QVA, IOD, GJ réfugiés, expérimentation CLI 1-2-4, expérimentation logement des jeunes en GJ...
- Compléments sur les travaux lancés : carte des 1 000 avec les engagements
- Actions spécifiques Mission Locale
- Problématiques émergentes (MNA)
- ...